

## Crise

# Les migrants de Lampedusa bousculent toute l'Europe

L'arrivée depuis le début de la semaine de près de 9 000 personnes sur l'île italienne a déclenché une crise qui divise toute l'Union européenne. La présidente de la Commission est ce dimanche à Lampedusa.

Samedi, des migrants continuaient de débarquer sur l'île italienne de Lampedusa, à moins de 150 km de la Tunisie. Le rythme s'est cependant ralenti, après l'arrivée en début de semaine de près de 200 embarcations transportant 8 500 personnes selon l'Onu - davantage que les 7 000 habitants de la petite île sicilienne.

## Deux nouveau-nés morts

Cette crise a provoqué une onde de choc dans toute l'UE, à moins d'un an des élections européennes. La présidente de la Commission Ursula von der Leyen se rend sur l'île ce dimanche, à l'invitation de la présidente du conseil des ministres italien Giorgia Meloni.

Le maire de l'île a décrété un deuil municipal après la mort d'une enfant de cinq mois, tombée à la mer dans la nuit de mardi. Un autre enfant est décédé samedi juste après sa



Des migrants arrivent vendredi à Lampedusa sur un navire de la Guardia di Finanza (douanes italiennes). Photo AFP/Alessandro Serrano

naissance sur une barque. Les ministres de l'Intérieur de l'Union européenne ont monté en urgence une réunion téléphonique. Gérald Darmanin a fait savoir qu'il se rendrait en Italie « dans les prochains jours » pour y rencontrer son homologue Matteo Piantadosi. La crise de Lampedusa découle de l'inca-

pacité des États de s'accorder sur une politique migratoire depuis la crise de 2015. Le Conseil européen de juin s'était divisé entre les pays de solidarité (Italie, Espagne, Grèce) et d'autres refusant toute répartition des migrants (Hongrie, Pologne). Lampedusa rend caduc l'accord

conclu mi-juillet entre l'UE et la Tunisie, qui débloquent des fonds en contrepartie d'un meilleur contrôle des départs. Critiqué par les ONG et la gauche, le schéma s'avère inopérant, les départs de migrants de Tunisie ayant augmenté de 260 % cette année, selon une agence de l'Onu. Cette crise remet mé-

me en cause l'accord partiel trouvé l'année dernière entre quelques États : l'Allemagne, qui acceptait des migrants entrés par l'Italie, a cessé de le faire en accusant l'Italie de ne pas assumer sa part. La coalition au pouvoir en Italie est fortement affaiblie. Giorgia Meloni, inspiratrice de l'accord avec la Tunisie, a été critiquée par son allié de la Ligue, Matteo Salvini. En jeu, la prédominance sur la droite de la droite en Italie, alors que la Ligue organise dimanche son rassemblement annuel à Pontida (Lombardie), en présence de Marine Le Pen.

## La France « solidaire »

La France, à la différence de l'Allemagne, a affirmé par la voix de la Première ministre sa « solidarité avec l'Italie ». L'extrême droite et la droite ont critiqué le gouvernement : Jordan Bardella (RN) a réclamé d'Emmanuel Macron « l'engagement » que « la France n'accueillera pas un seul migrant », et Bruno Retailleau (LR) a dénoncé le futur projet de loi sur l'immigration, Lampedusa démontrant selon lui que « régulariser les clandestins serait créer un appel d'air dangereux ».

● Francis Brochet

## Sahel

## Les étudiants privés de visas

Après les artistes, ce sont les étudiants venant du Mali, du Niger ou du Burkina Faso qui vont avoir du mal à venir en France. Les délivrances de visas sont suspendues pour eux, du fait des tensions diplomatiques avec ces trois pays depuis les coups d'État.

Les visas pour les étudiants du Mali, Niger ou Burkina Faso qui devaient poursuivre leurs études en France sont suspendus, en raison de la fermeture des services consulaires français dans ces pays. « Les services Campus France et visas ne peuvent plus fonctionner normalement », a indiqué samedi le ministère des Affaires étrangères. Campus France, qui est l'agence française de promotion à l'étranger de l'enseignement supérieur français et de l'accueil des étudiants étrangers en France, précise que les bourses accordées aux étudiants de ces trois pays déjà sur le territoire français « restent actives ».

La France compte actuellement quelque 3 000 étudiants maliens, 2 500 burkinabés et 1 200 nigériens dans ses établis-



La France compte quelque 6 700 étudiants venus du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Photo Sipa/Fred Scheiber

sements d'enseignement supérieur. Vendredi, le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur avait indiqué être « contraint de suspendre nos services de visas et notre coopération civile pour des raisons de sécurité ». Pour autant, « il n'est pas question de stopper des coopérations existantes avec des universités ou d'autres établissements scientifiques ».

## Le monde de la culture inquiet

Pour des raisons de sécurité, la France a suspendu depuis le

7 août la délivrance de visas depuis Niamey, Ouagadougou et Bamako. La semaine écoulée a vu les protestations de plusieurs syndicats professionnels du monde de la culture contre un message qu'ils assurent avoir reçu mercredi « en provenance des Drac », les directions régionales de la culture, et « rédigé sur instruction du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ».

« Ce message au ton comminatoire demande à nos adhérents de suspendre, jusqu'à nouvel ordre, toute coopération avec les pays suivants : Mali, Niger, Burkina Faso », ont-ils précisé dans un communiqué. « Lorsqu'on dit qu'il n'y aura pas de visa ou qu'on annule tous les événements qui seraient faits en France avec tous les artistes venant du Burkina Faso, du Mali ou du Niger : c'est faux, ça ne se passera pas », a répondu le président français Emmanuel Macron. Il n'est « pas question d'arrêter d'échanger avec les artistes », avait dit de son côté la ministre de la Culture Rima Abdoul Malak, qui avait toutefois rappelé l'impossibilité de délivrer de nouveaux visas.

## Iran • Répression et chagrin un an après la mort de Mahsa Amini



Photo Sipa/Mauro Scrobogna/Mauro Scrobogna

C'était samedi le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, qui avait déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays. Après plusieurs mois, les manifestations ont perdu leur élan face à une répression qui a vu 551 manifestants (dont 68 enfants et 49 femmes) tués par les forces de sécurité, selon l'ONG Human Rights. D'après l'agence officielle Irna, les forces de sécurité iraniennes ont arrêté samedi plusieurs personnes qui voulaient « assassiner » le père de Mahsa Amini, alors qu'il se rendait sur la tombe de sa fille. Ce même jour, le président iranien Ebrahim Raïssi a préféré rendre hommage aux forces de sécurité tuées lors du mouvement de contestation.

## États-Unis • Réchauffement climatique : La Californie poursuit des géants du pétrole

La Californie vient d'engager des poursuites contre cinq des plus grosses compagnies pétrolières du monde (Exxon Mobil, Shell, BP, ConocoPhillips et Chevron), au motif qu'elles auraient causé des milliards de dollars de dégâts tout en trompant l'opinion en minimisant les risques pour le climat dus aux énergies fossiles.